



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaine 41 – 7 au 13 octobre 2022

Au programme cette semaine :

- **Afrique australe** : Le FMI publie ses nouvelles prévisions macroéconomiques
- **Afrique du Sud** : SUEZ acquiert EnviroServ, spécialiste de la gestion des déchets
- **Afrique du Sud** : Anglo American s'associe à EDF pour approvisionner l'ensemble de ses opérations en EnR
- **Angola** : Signature de deux accords de financement entre la Banque Mondiale et l'AFD
- **Lesotho** : Le nouveau parti *Revolution For Prosperity* remporte les élections législatives
- **Malawi** : Le FMI conclut une visite dans le pays
- **Namibie** : La BAFD approuve un financement de 135 MUSD
- **Zambie** : La croissance accélère au second trimestre
- **Zimbabwe** : La Banque Mondiale publie un mémorandum économique sur le pays

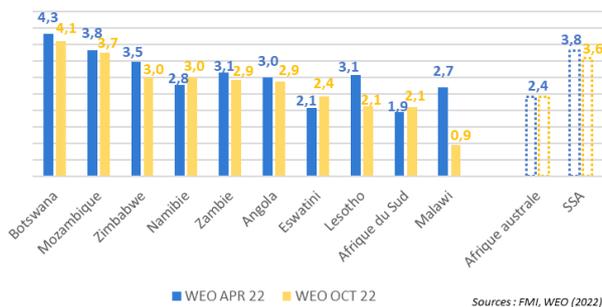
Zoom sur... **Transnet, un conflit social qui affecte toute l'économie sud-africaine et des pays de l'hinterland**

Depuis le mercredi 5 octobre, les employés des ports, des exploitations ferroviaires et des pipelines de l'entreprise publique **Transnet National Port Authority (TNPA)** ont entamé une grève. Les syndicats *SA Transport and Allied Workers Union (Satawu)* et *United National Transport Union (Untu)* ont en effet rejeté les propositions de hausse des salaires de l'entreprise publique (dont la dernière consiste en des hausses de plus de 4% par an sur les trois exercices à venir). Ils réclament en effet une augmentation des salaires de 13%, nettement supérieure au niveau actuel de l'inflation (6,5% anticipé sur l'année 2022). TNPA a ainsi été contrainte de suspendre l'ensemble de ses activités portuaires entraînant l'arrêt des flux commerciaux en Afrique du Sud. Si 70% des marchandises sud-africaines transitent par les ports, leur inactivité bloque plus de 8 Mds ZAR (440 M USD) de marchandises chaque jour. De nombreuses entreprises, en particulier les compagnies minières, sont directement touchées et les pertes estimées s'élèvent à 6 Mds ZAR (330 M USD) quotidiennement. Le secteur minier a affirmé avoir perdu 50 Mds ZAR (3 Mds USD) depuis le début de l'année en raison de la détérioration des performances de Transnet. Ce mouvement social va à nouveau détériorer les performances de l'entreprise qui se trouve déjà dans une situation financière difficile – son niveau d'endettement s'élève à près de 130 Mds ZAR (7 Mds USD) et son chiffre d'affaires en 2022 était en dessous de ses résultats pré-Covid, en raison notamment du vandalisme sur les lignes ferroviaires et du mauvais entretien des infrastructures portuaires. A noter que selon, le dernier rapport trimestriel de la Banque centrale (*South African Reserve Bank*), l'Afrique du Sud a enregistré 1,6 M jours de grèves sur le premier trimestre 2022, un niveau près de trente fois supérieur à celui enregistré sur la même période l'année précédente – en lien avec des mouvements d'ampleur dans le secteur minier notamment. La quasi-totalité des grévistes étaient motivés par des revendications sur la hausse des salaires, ce qui témoigne de la forte dégradation du climat social dans le pays, alors que l'accélération inédite des pressions inflationnistes a eu un impact significatif sur le pouvoir d'achat des ménages.

Afrique australe

Le FMI publie ses nouvelles prévisions macroéconomiques (FMI - WEO)

Evolution des prévisions de croissance du FMI pour 2022



Dans le cadre de ses assemblées d'autonomie, conjointes avec la Banque Mondiale, le FMI a présenté le 11 octobre ses nouvelles prévisions macroéconomiques (*World Economic Outlook*). Après un net rebond en 2021 (+3,6%), la croissance devrait ralentir de manière significative en Afrique australe en 2022, pour atteindre 2,4% – nettement en deçà de la prévision pour l'Afrique subsaharienne (+3,6%). Malgré un contexte global particulièrement incertain, marqué par l'impact de la guerre en Ukraine et les difficultés de l'économie chinoise (conséquence de la politique zéro Covid), la prévision pour 2022 pour la sous-région reste équivalente aux précédentes estimations (avril 2022). Toutefois, on observe des évolutions distinctes dans les économies de la zone. Le FMI a ainsi revu ses prévisions à la baisse pour la majorité des pays, notamment le Malawi (0,9% soit -1,8 point par rapport aux prévisions d'avril 2022 – en lien avec la situation de pénurie de devises qui engendre des problèmes d'approvisionnement et l'impact du cyclone Ana sur les cultures et infrastructures), le Lesotho (2,1% soit -1 point), le Zimbabwe (3% soit -0,5 point – en lien avec le nouveau dérapage incontrôlé de la monnaie et de l'inflation depuis la mi-avril), la Zambie (2,9% soit -0,2 point) et le Botswana (4,1% soit -0,2 point). A l'inverse, ces évolutions ont été contrebalancées par une

progression du PIB qui devrait être plus forte qu'attendue en Afrique du Sud (+2,1% soit +0,2 point) et en Namibie (+3% soit +0,2 point). Dans la lignée des tendances observées au niveau mondial, le FMI a également significativement rehaussé ses prévisions d'inflation : il table désormais sur une hausse moyenne des prix de 26,1% en 2022 dans la zone, contre +14,8% préalablement anticipé.

Afrique du Sud

Les production minière et manufacturière enregistrent des performances décevantes au mois d'août (*StatsSA*)

Selon *StatsSA*, la production manufacturière a augmenté de 1,4% au mois d'août 2022 par rapport à la même période en 2021 – après +3,9% en juillet 2022. Cette progression résulte de la bonne tenue de l'industrie automobile (+21,2%, soit une contribution positive de 1,9 point) et métallurgique (+4,9%, soit 1 point). Toutefois, les performances restent décevantes et l'activité continue d'être affectée par les difficultés d'approvisionnement en électricité. Ainsi, les volumes de production sont en recul de 0,3% sur la période. Selon les analystes, les perspectives du secteur restent très incertaines, alors que la crise énergétique domestique s'est à nouveau aggravée au mois de septembre, dans un contexte global toujours marqué par des pressions inflationnistes élevées et une baisse de la demande mondiale. Parallèlement, la production minière a reculé de 5,9% sur la période, marquant le septième mois consécutif de contraction. Cette baisse substantielle s'explique notamment par le recul de la production de minerais du groupe platine (-12,9% soit -3,1 points), d'or (-17,4% soit -3 points) et de minerais de fer (-15,2% soit -2 points) – en lien avec le ralentissement de la demande mondiale et la modération des cours internationaux de certaines matières premières. A l'inverse, la production de manganèse a enregistré de bonnes performances (+25,4% soit +1,5 point). A noter que, dans les mois à venir, le secteur

devrait également être affecté par les délestages records d'Eskom et le mouvement social d'ampleur actuellement en cours chez Transnet.

SUEZ acquiert EnviroServ, spécialiste de la gestion des déchets

L'acquisition d'EnviroServ par SUEZ (51%), Royal Bafokeng Holdings (24,5%) et African Infrastructure Investment Managers (24,5%), a été finalisée le 5 octobre dernier. Spécialisée dans la collecte, le traitement et l'élimination des déchets pour les municipalités et les industriels, EnviroServ est présente en Afrique du Sud, au Mozambique et en Ouganda. L'entreprise emploie 2 200 personnes et son chiffre d'affaires s'élève à plus de 80 M EUR, pour une gestion de plus de 1,7 M de tonnes de déchets, dont 125 000 sont recyclés chaque année sur les 15 sites qu'elle possède et/ou exploite. Cette acquisition permet à SUEZ de renforcer ses compétences de gestion des déchets et de consolider sa position sur le continent africain et renforce la présence française dans le secteur des déchets en Afrique du Sud. A noter, que Séché Environnement avait déjà acheté l'entreprise Interwaste en 2018, filiale qui réalise aujourd'hui 70 M EUR de chiffre d'affaires.

Le producteur d'énergies renouvelables français Voltalia signe un contrat d'achat d'électricité (CAE) avec Richards Bay Minerals (RBM) (Engineering News)

RBM, principal producteur sud-africain de sables minéraux, s'associe avec Voltalia, producteur d'électricité indépendant français, pour la fourniture de 148 MW d'énergies renouvelables. Cet investissement, dont le montant n'a pas été dévoilé, permettra une plus grande stabilité dans l'approvisionnement énergétique pour RBM, aujourd'hui bridé par les délestages intensifs d'Eskom – la consommation électrique de l'entreprise a ainsi été divisée par deux : 215 MW contre 400 MW en temps normal. Les travaux du « Bolobedu solar project » devraient débuter courant 2023 et s'achever en 2024. A noter que l'énergie produite sera transportée depuis le parc

photovoltaïque dans la province du Limpopo jusqu'aux usines de RBM dans le Kwazulu-Natal, soit plusieurs centaines de kilomètres. Par ailleurs, plusieurs sociétés minières ont annoncé des projets similaires, en raison notamment de la crise énergétique chronique en Afrique du Sud. Le *Minerals Council South Africa* a récemment annoncé l'existence de 89 projets pour une capacité cumulée de 6 500 MW (l'équivalent du déficit énergétique sud-africain actuel) et un montant total de plus de 100 Mds ZAR d'investissements.

Anglo American s'associe à EDF pour approvisionner l'ensemble de ses opérations en EnR (Business Day)

Anglo American et EDF Renouvelable ont créé Envusa Energy, une co-entreprise qui produira jusqu'à 5 GW d'énergies solaire et éolienne d'ici 2030. Leur objectif est de développer un écosystème régional d'énergies renouvelables (RREE) en Afrique du Sud, à travers un réseau de parcs photovoltaïques et éoliens sur site et hors sites, afin de couvrir, avec des énergies renouvelables, les besoins électriques d'Anglo American. L'approvisionnement électrique du géant minier est sa principale source d'émissions indirectes (scope 2) en Afrique du Sud. Dans le cadre de cet accord, 600 MW d'énergies solaire et éolienne seront produites dans le pays lors de la première phase du projet qui démarrera en 2023. A terme, le projet devrait également servir de source d'énergie propre pour la production d'hydrogène vert. Anglo American souhaite en effet à l'avenir remplacer ses véhicules miniers par des véhicules hybrides à pile à hydrogène et batteries. Ce projet renforce l'implication, déjà importante, d'EDF en Afrique du Sud. L'électricien français a notamment remporté un appel d'offres en 2021 dans le cadre du REI4P pour la construction de trois parcs éoliens.

Angola

Signature de deux accords de financement entre la Banque Mondiale et l'AFD

Le gouvernement angolais a signé deux conventions de financement sur des sujets environnementaux et de statistiques. La première concerne le projet RECLIMA de résilience climatique et d'accès à l'eau, en lien avec le ministère de l'Énergie et de l'Eau (MINEA), pour un montant total de 450 M USD (dont 300 M USD financés par la Banque mondiale et 150 M USD par l'AFD). La deuxième concerne le projet de renforcement des capacités de l'Institut national des statistiques (INE) pour un montant de 60 M USD, financé par la Banque mondiale.

Six banques se sont vues retirer leur licence bancaire au cours des quatre dernières années

Les raisons de ces retraits sont l'insuffisance de fonds propres réglementaires, le non-respect du capital social minimum et diverses irrégularités et non-conformités. Les banques concernées sont Prestigio, Banco Angolano de Negócios e Comercio (BANC), Kwanza Invest (BKI), Banco Mais, Banco Pungo Andongo et la Banque Postale. Le secteur bancaire angolais est maintenant constitué de 24 institutions bancaires autorisées par la banque centrale dont les 6 plus importantes possèdent environ 80% du marché à savoir : BAI, BFA, BIC, BPC, Banco Millenium Atlantico et Standard Bank Angola

Lesotho

Le nouveau parti *Revolution For Prosperity* remporte les élections législatives (IEC)

Selon les résultats définitifs de la Commission Electorale Indépendante, le parti *Revolution for Prosperity* (RFP), est arrivé en tête de l'élection générale du 7 octobre, contre toute attente. Le RFP a été fondé au printemps dernier par

l'homme d'affaires multimillionnaire Sam Matekane, novice en politique et à la tête du conglomérat *Matekane Group of Companies* qui détient des activités dans le secteur minier (opérant la mine de diamant de Letseng), du BTP, de l'aviation et de l'investissement en immobilier. Son parti a remporté 56 sièges sur 120 au Parlement, assenant une défaite historique aux partis traditionnels du *Democratic Congress* (DC – 29 sièges) et du *All Basotho Convention* (ABC – parti de l'actuel Premier Ministre, Moeketsi Majoro - 8 sièges). Ces résultats témoignent du mécontentement de la population, dans un contexte de stagnation de l'économie. Le taux de participation est ainsi resté très faible, à moins de 40% des inscrits. L'homme d'affaire avait axé sa campagne sur la lutte contre la corruption et la relance de l'économie lesothane (attraction des investissements privés, assainissement budgétaire, création d'emplois, etc.). Il s'est également engagé à reprendre et accélérer le processus de réforme nationale, qui, huit ans après son lancement, tarde toujours à se concrétiser. A noter que, sans majorité absolue, Sam Matekane a annoncé le 11 octobre s'allier à deux partis minoritaires : il devrait donc être élu prochainement au poste de Premier Ministre.

Malawi

Le FMI conclut une visite dans le pays (FMI)

Le 11 octobre, le FMI a rendu publiques les conclusions d'une mission qui s'est déroulée dans le pays du 5 au 8 octobre. Cette dernière fait suite à la requête des autorités malawites pour la mise en place d'un programme de financement d'urgence (*Rapid Credit Facility*) dans le cadre de l'initiative « *Food Shock Window* » (nouveau canal de financement du Fonds lancée le 5 octobre 2022, pour les pays membres qui font face à des besoins urgents de financement de leur balance des paiements et qui sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë). Il s'agit d'une solution transitoire, dans l'attente de la conclusion d'un programme de financement plus structurel (Facilité Elargie de Crédit), toujours en cours de négociation avec le Fonds. Pour rappel, le pays se retrouve en effet

dans une situation préoccupante de pénurie de devises et peine à financer ses importations stratégiques – carburants, produits pharmaceutiques et engrais. Le financement permettrait également de soutenir les réformes mises en place par les autorités, tout en donnant au pays suffisamment de temps pour progresser dans le processus de restructuration de la dette. Le FMI a précisé que les discussions se poursuivront dans la semaine du 11 au 17 octobre, en marge des assemblées générales de l'IFI, avec l'objectif de proposer dès que possible la demande auprès du conseil d'administration.

🍷 Namibie

La BAfD approuve un financement de 135 MUSD (BAfD)

Le 28 septembre, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé un prêt d'appui budgétaire de 2,3 Mds ZAR (129 MEUR) en faveur du gouvernement namibien. Il s'agit de la deuxième phase du programme *Governance and Economic Recovery* mis en place à la demande des autorités pour faire face à l'impact de la crise de la Covid-19 sur l'économie. La première tranche, d'un montant de 1,5 Md ZAR (84 MEUR) avait été décaissée en mars 2021 et accompagnée d'un financement d'urgence du FMI (270 MUSD). L'opération vise notamment à remettre les finances publiques sur une trajectoire soutenable, à soutenir le développement du secteur privé, notamment agricole et industriel et à renforcer l'inclusion sociale. A noter que l'agence de développement allemande (KfW) a par ailleurs approuvé un prêt d'aide budgétaire complémentaire de 50 MSUD.

🍷 Zambie

La croissance accélère au second trimestre (ZamStats)

Selon le bulletin mensuel de l'organisme national de statistiques, le PIB a progressé de 3,5 % au deuxième trimestre 2022 (en glissement annuel) après -2,2 % au trimestre précédent. Il s'agit du

sixième trimestre consécutif de croissance, témoignant du rebond progressif de l'économie. Les secteurs qui ont le plus contribué à la croissance sont l'éducation (+26,5%, soit une contribution positive de 1,6 point), l'administration publique (+38,5%, soit +1,2 point), et l'industrie manufacturière (+11,7%, soit +1,1 point). En revanche, le commerce domestique et la construction se sont tous deux contractés (respectivement -7,1% et -10,7% pour une contribution négative de -1,2 et -1,1 point). Toujours selon le document, le taux d'inflation sur un an a atteint 9,9% en septembre contre 9,8% au mois d'août. L'indicateur s'est ainsi stabilisé autour de 10% depuis le mois de mai –la décreue observée entre juillet 2021 et juin 2022 semble donc s'être arrêtée, en lien avec la progression des prix des carburants (arrêt progressif des subventions) et des pressions toujours importantes sur le prix des denrées alimentaires (premier contributeur à l'inflation - +12,1% soit une contribution positive de 6,8 points).

🍷 Zimbabwe

La Banque Mondiale publie un mémorandum économique sur le pays (WB)

Le 12 octobre, la Banque Mondiale a publié son mémorandum économique, le premier sur le pays depuis 1995. Afin de réaliser les objectifs de développement affichés par le gouvernement zimbabwéen (transition à un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici à 2030), l'étude souligne que l'économie devra fortement rehausser sa productivité (entre +8 et +9% par an) pour enregistrer une croissance annuel de l'ordre de 10%, à un rythme donc bien supérieur à celui observé aujourd'hui (+3,4% en 2022 selon les dernières estimations de l'institution financière internationale). Si les potentiels sont importants (ressources naturelles abondantes, main-d'œuvre qualifiée et culture entrepreneuriale), la croissance reste entravée par de nombreux freins structurels (cadre macroéconomique instable, état des finances publiques préoccupant, allocation inefficace des

ressources productives, climat des affaires très dégradé, infrastructures vieillissantes, etc.). Par ailleurs, le secteur informel occupe un poids considérable dans l'économie – plus de 60% du PIB et 80% des emplois, soit le niveau le plus élevé au monde. Pour permettre un renforcement durable de la productivité et donc de la croissance, la Banque Mondiale recommande ainsi plusieurs politiques publiques : **i)** renforcer la productivité des entreprises informelles (meilleur accès aux financements, à l'information, au marché, aux infrastructures ; soutien pour les entrepreneurs et mises en place

de politiques sectorielles spécifiques) **ii)** encourager la formalisation des entreprises (simplifier les formalités administratives, améliorer les services publics, etc.) **iii)** soutenir la diversification des exportations vers des produits à plus forte valeur ajoutée **iv)** renforcer l'intégration régionale dans le cadre de la zone de libre-échange continentale africaine. A noter que ces réformes devront s'accompagner d'une stabilisation durable du cadre macroéconomique.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au	Evolution des taux de change (%)			
	13/10/2022	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	18,29 ZAR	-2,4%	-6,2%	-19,7%	-12,9%
Angola	434,3 AOA	-1,1%	-2,4%	36,5%	25,6%
Botswana	13,3 BWP	-1,5%	-3,9%	-16,3%	-12,5%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	15,9 ZMW	-0,5%	-2,4%	7,4%	4,9%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2022)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international